

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 septembre 2026

Vive la dictature du prolétariat !

Voilà qu'il est tombé sur la tête le pauvre Tardieu ! A son âge, il radote, il se fossilise !

Haineux, vindicatif, belliqueux, radical, extrémiste, violent, c'est un excité, un hystérique, un fanatique, puisqu'on vous le dit, ne voilà-t-il pas qu'il en pince pour les régimes militaires de l'AES (Alliance des Etats du Sahel), toujours en quête du socialisme renvoyé aux calendes grecques et en désespoir de cause, il fait pitié, il est pathétique !

Si, si, ne vous gênez pas, vous ne le pensez peut-être pas encore, mais cela va venir, je vous l'assure, en lisant la suite. Figurez-vous que je n'en ai absolument rien à foutre, car je suis convaincu d'être sur la bonne voie ou du bon côté de l'histoire comme l'on dit, peu de gens peuvent en dire autant si je ne m'abuse, ce n'est pas une consolation, juste un triste constat.

L'absence de discernement et de logique rend fou, mauvais, con, tout ce que vous voudrez. Combien d'entre vous peuvent prétendre avoir continué de lire et d'étudier tout au long de leur vie, pendant un demi-siècle ou plus, je parle sérieusement pas en dilettante, d'avoir consacré des dizaines de milliers d'heures à réfléchir, à essayer de comprendre pour progresser toujours plus. Combien parmi vous en ont fait leur raison d'être, vaincre l'ignorance pour atteindre un niveau de conscience supérieur, et de sérénité au passage, quoique cela ne regarde que moi, afin de partager le meilleur avec tous ceux et celles de notre classe d'esclaves, pour conquérir notre émancipation et la liberté qui seront universelles ou ne seront pas !

Quand on voit où nous en sommes tous rendus, cela devrait nous inciter à faire preuve de modestie. Au lieu d'afficher une arrogance répugnante, on devrait témoigner de l'intérêt ou tout du moins de la curiosité envers des idées iconoclastes ou non-conformistes, audacieuses, qui plus est, révolutionnaires, elles sont si rares depuis que la réaction sur toute la ligne sévit.

Un beau matin je me suis réveillé, et je me suis fait la réflexion suivante : La situation au Sahel était tout bonnement devenue révolutionnaire et je ne m'en étais pas aperçu, les militaires de l'AES réalisent la dictature du prolétariat en mobilisant le peuple contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale. Il faut immédiatement que j'explique pourquoi c'est si important pour nous en France, de caractériser le régime de la Ve République comme une dictature du capital que tend à voiler ou détourner les accusations de fascisme à l'emporte-pièces, de manière à réhabiliter la dictature du prolétariat, c'est-à-dire, légitimer l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière élevée au rang de classe dominante. Il faut inscrire sur notre drapeau cet objectif politique, car il unit tous les exploités et opprimés, bref, celui de la révolution socialiste.

A force de diaboliser la dictature du prolétariat, tout régime qui s'engage même timidement dans cette voie est perçu comme une épouvantable dictature militaire de type despotique. J'ignore si vous avez conscience des conséquences dévastatrices qui peuvent découler de cette confusion ou de ce malentendu habituellement entretenu par les médias oligarchiques.

Si le Burkina Faso semble engagé résolument dans cette voie après avoir vécu sous une dictature du capital depuis 1896, hormis entre 1983 et 1987 sous la présidence de Thomas Sankara, le Venezuela semble emprunter la voie inverse en renouant avec le démon de l'impérialisme, avec lequel il n'avait jamais rompu.

C'est une « *démocratie* » qui a assassiné Sankara, la France social-démocrate de Mitterrand en 1987, ou plutôt la dictature du capital, et c'est encore une « *démocratie* » qui a kidnappé le président vénézuélien Nicolas Maduro ou plutôt la dictature du capital qui sévit à Washington sous l'égide de Trump.

A force de prendre une dictature pour la démocratie, on finit forcément par ignorer ce que signifie la démocratie, par ignorer ce qui distingue une dictature de la démocratie, mais surtout, ce qui permet de ne pas confondre la dictature du capital et la dictature du prolétariat, ou quelle classe exerce le pouvoir, détient tout le pouvoir, au point que, dès que vous entendez le mot dictature, spontanément ou inconsciemment vous allez avoir une réaction émotionnelle de rejet, oubliant quelle classe est légitime pour exercer le pouvoir et quelle classe exerce une tyrannie. C'est le cas quand en guise de conscience de classe on n'a que des intérêts individuels, on soutiendra la dictature la plus à même de les incarner même si elle recourt à la barbarie.

Certains évoquent l'avènement du fascisme en France ou en Occident, certains ignorent la nature des régimes en place aux Etats-Unis, en Israël, en Ukraine entre autres.

Tous les Africains soutiennent et admirent, envient le Burkina Faso d'Ibrahim Traoré. Ils ne tarissent pas d'éloges à son sujet, ils rêvent tous d'avoir un tel président à la tête de leur pays, ce qui se comprend après ce qu'ils ont vécu pendant si longtemps, même si en ce qui me concerne, ce sera sans illusion ou je serais beaucoup plus circonscrit pour des raisons que je n'évoquerai pas ici. Bref ; cela ne s'invente pas, c'est la réalité. Partant de là et en tenant compte du contexte actuel et de l'histoire de ce pays sous protectorat de l'impérialisme français pendant plus d'un siècle (1896), nous devons essayer de comprendre ce qui se passe dans ce pays, ainsi que les deux autres pays ayant constitué l'Alliance des États du Sahel (AES), le Mali et le Niger.

Ce thème est abordé en fin de causerie.

A bas l'impérialisme français ! A bas Macron !

J'appelle l'Iran et le Yémen à bombarder le site de Yanbu en Arabie Saoudite où seront stationnés des militaires français, à défaut de bombarder l'Elysée ! Le despote ose tout, alors pourquoi pas !

En Inde, on ne manque pas d'essence et le prix n'a pas augmenté pendant des années, depuis 2021 au Tamil Nadu, de 96 à 103 roupies depuis un an environ, plus 7 roupies en 5 ans, moins de 8%, alors s'il a fortement augmenté en France, c'est politique, c'était voulu et cela n'a rien à voir avec le conflit entre l'Iran et ses voisins alliés des Etats-Unis et Israël.

L'impérialisme français est l'un des principaux fournisseurs d'armes à ce régime féodal totalitaire en guerre avec le Yémen depuis des années, l'un des pays les plus pauvres de la planète. En juillet 2026, l'Arabie Saoudite a officiellement reconnu pour la première fois avoir mené, conjointement avec le Commandement central des États-Unis (CENTCOM), des frappes aériennes en Irak contre des milices pro-iraniennes.

Quand on lit que "*les autorités font « tout » pour « éviter » des pénuries*" (AFP 25 septembre), on se pince, en réalité ils ont tout fait pour qu'il y en ait en soutenant l'agression américano-sioniste de l'Iran, tout comme Macron aura tout fait pour faire monter le prix du gaz en désignant la Russie comme responsable de la guerre en Ukraine que l'OTAN avait déclenché dès 2014. Macron et tous les dirigeants de l'UE sont des marionnettes de l'oligarchie anglo-saxonne.

En complément. Avec l'accord de la Russie et de la Chine, une concession à leurs alliés occidentaux.

Le Conseil de sécurité de l'ONU "*condamne*" les attaques des Houthis contre l'Arabie saoudite - France 24 26 septembre 2026

Le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné, vendredi 25 septembre, l'offensive des Houthis contre l'Arabie saoudite, au lendemain d'une nouvelle attaque de missiles interceptés par Riyad et sur fond d'intensification des hostilités entre les deux parties.

Les quinze membres du Conseil appellent à "une coopération concrète, notamment avec le gouvernement yéménite, afin d'empêcher les Houthis d'acquérir les armes et matériels connexes, l'assistance technique, la formation, le financement" qui permettent leurs opérations.

Ils réaffirment enfin "*le droit inhérent du Royaume d'Arabie saoudite à la légitime défense, conformément au droit international*". France 24 26 septembre 2026

Totalitarisme et esclavagisme. Une vie de forçat !

Présidentielle 2027, ce que proposent les candidats pour votre retraite - Capital 24 septembre 2026

60, 62, 63 ans ou même plus d'âge légal du tout...Capital 24 septembre 2026

J-C - Quand on vit sous une dictature, on n'a pas envie d'étudier, on n'a pas envie de travailler, on a juste envie de ne rien foutre ou de leur foutre sur la gueule, parce qu'ils nous pourrissent la vie.

On vous demande de vous sacrifier, vous en avez envie, vous ? Pas moi.

On vous demande surtout de ne vous occuper que de votre misérable petite vie de merde, et de ne pas penser à tous ceux qui seront beaucoup plus mal lotis que vous, ne pensez qu'à votre gueule, votre estomac, votre compte en banque, soyez égoïste au possible, c'est la recette du bonheur !

Plus ou moins hypocritement tout le monde le sait et s'exécute, obéit docilement, et quand ils arriveront péniblement à la retraite, s'ils y arrivent, devenus des vieillards décrépis, épuisés, malades, handicapés, démoralisés, dépressifs, ils seront condamnés à se traîner ainsi jusqu'à leurs

derniers souffles, souvent seuls et abandonnés de tous, chaque fois qu'ils s'adresseront à la société pour qu'elle leur vienne en aide, ils feront l'objet d'humiliations ou on leur fera comprendre qu'ils sont de trop, inutiles, qu'ils sont encombrants, bref, qu'ils sont déjà morts pour les vivants qui les ont déjà oubliés, et leur mauvais traitement sera pire à chaque nouvelle génération.

Il sera alors trop tard pour regretter d'avoir manqué de perspicacité autrefois, ou d'avoir laissé passer les occasions qui leur auraient permis de vivre autrement, de ne pas se gâcher la vie en imitant connement les autres juste pour appartenir à la grande famille des bénis oui-oui voués à finir en légumes au rayon barquettes lyophilisés ou surgelés, vous avouerez que ce n'est pas très folichon comme destin.

Quel drame collectif ! Des générations et des générations d'hommes et de femmes sacrifiés uniquement pour que le capitalisme survive, si ce n'est pas très con, qu'est-ce que c'est alors ? A force de refuser de caractériser les choses comme il se doit, voilà comment on finit !

Le capitalisme va bientôt finir dans la poubelle de l'histoire.

Japon : Tokyo expérimente ses premiers robots-poubelles autonomes - euronews 25 septembre 2026

Ils font régner la terreur.

Le Conseil des juifs d'Allemagne appelle la gauche radicale à Berlin à bannir l'antisémitisme de ses rangs - AFP 25 septembre 2026

J-C – Ils feraient bien de bannir le nazisme du sionisme, mission impossible puisqu'il n'existerait pas sans l'impérialisme et le colonialisme dont il est le produit politique.

Réunion de famille avec Xi et Trump à l'heure du repartage du monde.

Xi Jinping a appelé Washington et Pékin à « *éviter tout conflit et toute confrontation entre eux* », estimant que « *les Etats-Unis et la Chine se partagent une responsabilité historique* ».

Lors de remarques publiques, le milliardaire de 80 ans a assuré avoir « *forgé une amitié, vraiment une grande amitié* » avec son homologue. Xi Jinping a lui appelé, de manière plus pondérée, à une « *coexistence pacifique* » entre la Chine et les États-Unis, superpuissances rivales. AFP 24 septembre 2026

Palestine occupée. Le génocide continue.

Gaza en proie à "la plus grave crise économique jamais observée" dans le monde, selon l'ONU - AFP 24 septembre 2026

Le territoire palestinien de la bande de Gaza traverse actuellement la *"pire crise économique jamais observée"* dans le monde, a alerté jeudi l'agence de l'ONU pour le commerce et le développement (Cnuced).

"L'effondrement de l'économie de Gaza constitue la crise économique la plus grave jamais enregistrée dans le monde, anéantissant des décennies de développement", a déclaré devant la presse à Genève Pedro Manuel Moreno, secrétaire général de la Cnuced par intérim, à l'occasion de la publication d'un rapport par l'organisation.

"Aujourd'hui, le PIB par habitant à Gaza équivaut à 58 cents par personne et par jour (soit 83% de moins que le niveau déjà très bas enregistré en 2022, ndlr), tandis que le niveau des prix est supérieur de 274% à celui de 2022", l'année précédant l'attaque du mouvement islamiste palestinien Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, a indiqué M. Moreno.

Avant octobre 2023, *"deux habitants de Gaza sur trois vivaient dans la pauvreté. Aujourd'hui, toute la population de Gaza est touchée"*, a expliqué le responsable de la coordination de l'assistance au peuple palestinien pour la Cnuced, Mutasim Elagraa, évoquant *"une situation déjà catastrophique (qui) s'est considérablement aggravée"*.

"À Gaza, le secteur du logement a subi les dommages les plus lourds, estimés à 19 milliards de dollars pour 2025", l'activité industrielle et la production agricole à Gaza ont reculé de 94%, avec 1,5% des terres cultivables exploitables et accessibles à ce jour, ce qui "implique une dépendance totale à l'aide alimentaire humanitaire", a-t-il énuméré.

Aujourd'hui *"plus de 90% de la population de Gaza en âge de travailler est sans emploi"*, note l'organisation.

Les opérations militaires d'Israël ont détruit 92% des établissements économiques, indique encore la Cnuced, rappelant que le montant nécessaire au redressement et à la reconstruction de Gaza, estimé à 71,5 milliards de dollars, *"risque encore d'augmenter"*.

Burkina Faso (AES)

Pourquoi les porte-parole de l'impérialisme français appellent-ils à *"un retour rapide à un gouvernement civil"* ? Parce qu'ils pourraient l'instrumentaliser et le corrompre facilement. Mais encore.

Quelle est la nature du régime en place à Ouagadougou ? Une dictature nous dit-on. Laquelle, la dictature du capital ou la dictature du prolétariat ? Quelle dictature a été chassée en 2022 lors du coup d'Etat du capitaine Ibrahim Traoré ? Une dictature aux ordres de l'impérialisme français dont il chassera l'armée du Burkina Faso.

Par conséquent c'était une dictature du capital qui régnait dans ce pays depuis 1896, excepté entre 1983 et 1987 quand le capitaine Thomas Sankara fut au pouvoir, avant d'être assassiné par l'impérialisme français, quand Mitterrand était au pouvoir en France, un des nombreux trophées de guerre de la social-démocratie.

Cette dictature du capital a été remplacée par une sorte de dictature du prolétariat, dans la mesure où la stratégie politique définie par le chef de l'Etat s'appuie sur les masses exploitées (Comités de

défense de la révolution) et sert en priorité ses intérêts ou au développement économique du pays, de ses infrastructures, le Burkina Faso étant un des pays les plus pauvres de la planète.

Certes, le régime en place n'a pas éradiqué le capitalisme, les bolcheviks non plus à ma connaissance, il a été amené à prendre des mesures politiques autoritaires qui sont parfaitement justifiées par l'agression permanente dont fait l'objet le pays par une armée de mercenaires djihadistes entraînés et armés par l'impérialisme français et son allié ukrainien entre autres. Depuis 2022, Ibrahim Traoré a officiellement fait face à 5 principales tentatives de coup d'État ou de déstabilisation (dont certaines incluaient des projets d'assassinat ciblés), bien que les rapports des services de sécurité évoquent un total cumulé de près d'une vingtaine de menaces ou alertes déjouées.

Il va de soi que dans ce contexte de tous les dangers, tout laxisme politique peut avoir des conséquences immédiates désastreuses, préserver coûte que coûte les acquis de la révolution populaire en cours au Burkina Faso et assurer la sécurité de ses dirigeants, est une priorité absolue que je partage évidemment.

Quant au petit bourgeois occidental que la seule évocation d'une dictature suffit à effrayer, à faire dans sa culotte brodé et doublé de soie, que le recours à la violence fait trembler, de quoi, sinon de honte pour condamner un régime qui a l'audace de mobiliser les énormes ressources de son pays pour assurer son développement économique, au profit du peuple burkinabé, ce qui lui vaut d'être très populaire ou soutenu par l'ensemble des masses exploitées.

J'ai visionné une quinzaine de documentaires en français et en anglais qui illustrent tout ce qui a été accompli en 4 ans au Burkina Faso dans tous les secteurs sociaux-économiques, c'est carrément prodigieux, incroyables mais vrai, si bien que je me suis demandé comment dans les pays occidentaux il était devenu dorénavant inimaginable d'espérer le moindre progrès social, tout se dégrade rapidement au contraire, alors que dans ce pays très pauvres et manquant de tous, c'est possible, et sans s'endetter auprès des créanciers internationaux, en recourant à l'autofinancement ou au budget de l'Etat en très grande partie consacrée à l'amélioration du mode de vie de la population, au point que pour la première fois le Burkina Faso a atteint l'autosuffisance alimentaire.

Les autorités burkinabées ont entrepris d'associer les citoyens à la révolution progressiste et populaire au sein des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), afin que chacun participe à la souveraineté du pays contre ses agresseurs impérialistes. Elles expliquent qu'il ne peut pas y avoir de souveraineté du pays et du peuple sans sa participation active au développement économique du pays, sans son engagement au côté du gouvernement révolutionnaire, s'inspirant de la révolution cubaine et du Venezuela de Chavez.

La réorganisation des services publics et l'intégration des mouvements populaires par le gouvernement d'Ibrahim Traoré reposent sur un modèle de centralisation d'inspiration socialiste et souverainiste. L'appareil d'État capte les ressources financières et humaines pour diriger le développement et l'effort de guerre. (BBC 30 janvier 2026)

Soit vous laissez la lèpre de la réactionnaire gangrenée les esprits ou proliférer, vous êtes foutus. La culture de la soumission et de la charité est terminée au Burkina Faso martèlent les autorités.

- Le 15 avril 2026, le ministère de l'Administration territoriale a annoncé la dissolution de 118 associations et organisations non gouvernementales actives dans le pays, dont la majorité exerçait dans les domaines de la santé, de l'action sociale ou de la défense des droits humains. (jeuneafrique.com 16 avril 2026)

Il faut bien comprendre comment cette saloperie d'ONG procède. De riches associations ou donateurs occidentaux ou de la diaspora débarquent avec leurs gros sabots, et critiquent l'état sanitaire misérable du pays, donc l'action des autorités en place, sous-entendant que les chasser du pouvoir ne serait pas forcément une mauvaise idée, idée qu'ils incrustent dans la tête de la population en espérant qu'elle germe et mûrisse.

- Au lendemain du coup d'État qui l'a porté au pouvoir, le 30 septembre 2022, toutes les formations politiques ont été suspendues. Elles ont été définitivement dissoutes le 9 février 2026. (jeuneafrique.com 16 avril 2026)

Il y avait une centaine de partis politiques au Burkina Faso, tous se nourrissant de la misère extrême du prolétariat, profitant de sa vulnérabilité pour le maintenir dans une atomisation ravageuse, bref, ce ne sera pas une grosse perte, d'autant plus qu'ils pourront renaître dans la clandestinité, on fait confiance à Soros, Macron, Trump et leurs amis... Compte tenu que les autorités burkinabées sont engagées dans une voie qui peut mener au socialisme, on ne va pas s'associer à ceux qui les combattent pour remettre au pouvoir des marionnettes de l'impérialisme français.

Au lendemain de la prise du pouvoir en octobre 1917 en Russie, il fallut bien défendre la révolution contre ses nombreux et puissants ennemis, défendre le nouvel Etat ouvrier quitte à prendre des mesures liberticides ciblées et justifiées par la guerre civile qui couvait et l'état misérable du pays après 4 ans de guerre impérialiste.

Fin 1917 - Début 1918 : Le parti des Kadets (libéraux) est déclaré hors la loi dès décembre 1917. Les socialistes-révolutionnaires (SR) de droite et les mencheviks sont exclus des soviets au printemps et à l'été 1918 en raison de leur opposition jugée contre-révolutionnaire.

1921 : Lors du Xe congrès du parti bolchevique en mars 1921, Lénine fait interdire les fractions (les courants organisés) à l'intérieur même du parti unique pour verrouiller le pouvoir.

1922 : Le procès de Moscou contre les dirigeants socialistes-révolutionnaires (juin-août 1922) achève d'éliminer toute opposition politique légale, consacrant de fait le monopole absolu du Parti bolchevique (devenu le Parti communiste) sur l'ensemble de la société soviétique.

Ce qui faut comprendre, ce n'est pas parce qu'il y a eu une révolution victorieuse que tous les problèmes des masses seraient pour autant réglés, loin s'en faut, c'est au contraire le début d'une lutte à mort pour le pouvoir qui s'engage entre les différents protagonistes, où la réaction va déployer toute son énergie ou toutes ses forces pour tenter de reprendre le pouvoir. Il est donc impératif pour le gouvernement révolutionnaire de la réprimer sans ménagement, de la museler rapidement, d'anéantir sa capacité de nuisance qui peut faire des ravages, y compris sur le plan informationnel ou de la propagande, donc en interdisant ses organisations et ses médias.

Demain si nous prenions le pouvoir, nous en passerions par-là obligatoirement, parce qu'on n'aurait pas le choix.

Je comprends que cela puisse choquer les esprits ramollis par plus de 80 ans de démagogie pratiquée par tous les dirigeants du mouvement ouvrier toutes, tendances confondues je tiens à le préciser, qui consista à caractériser les régimes occidentaux de démocratie au lieu de dictature du capital, c'est là qu'on s'aperçoit à quel point cette caractérisation était précieuse pour notre combat politique.

Si les militants et les masses avaient eu à l'esprit de vivre sous une dictature, sans doute qu'ils auraient porté un autre regard sur la société et leur condition, peut-être qu'ils auraient eu envie de chercher une issue politique à cette dictature, les moyens de la renverser ou d'imposer leur propre dictature, celle de la classe ouvrière élevée au rang de classe dominante exerçant pleinement sa souveraineté ou le pouvoir, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, qu'ont abandonné la pseudo-gauche et l'ensemble des syndicats passés de l'autre côté de la barricade, celui de la réaction. Celle-ci défendant son pouvoir les armes à la main, il n'y aurait pas d'autre alternative que prendre le pouvoir les armes à la main puisque toutes les autres méthodes ont échoué dans le passé, seule celle-là s'est avérée efficace.

Le récit officiel :

- Si Kadhafi a d'abord joui d'une certaine popularité grâce à ses réformes, son régime a fini par se transformer en un système autoritaire hautement centralisé, réprimant toute contestation et s'isolant progressivement sur la scène internationale. Son long règne, qui a duré plus de quatre décennies, a vu l'érosion progressive des institutions démocratiques et une consolidation du pouvoir personnel, aboutissant à une situation où l'opposition se heurtait à une répression sévère. Kadhafi n'a jamais véritablement renoncé au pouvoir ni permis une réelle participation démocratique.

Traoré se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Saura-t-il tirer des leçons des réussites de figures telles que Kadhafi — qui a su affirmer la souveraineté africaine et développer les ressources nationales — tout en évitant soigneusement les écueils d'un pouvoir autocratique prolongé et de la répression des libertés ? Ou bien l'immense pression et les tentations du pouvoir l'entraîneront-elles sur une voie similaire, faite d'autoritarisme et d'isolement ?

Son leadership sera jugé non seulement sur sa capacité à combattre le terrorisme et à stabiliser le pays, mais aussi sur le respect de ses promesses d'un retour rapide à un gouvernement civil.

J-C - Un argumentaire réactionnaire.

Comme je viens de l'expliquer, ce serait la pire idée à mettre en œuvre, ceux qui animent la révolution sociale au Burkina Faso doivent rester au pouvoir aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été vaincu en occident.

Et la réalité.

- Le 3 avril 2026, dans une interview sur la RTB, le capitaine Ibrahim Traoré déclare que le Burkina Faso doit oublier la notion de démocratie, qui serait exploitée actuellement par les impérialistes :

« Des Démocraties ont tué des enfants, des démocraties ont largué des bombes, ont tué des femmes, ont détruit des hôpitaux, ont tué des populations civiles. C'est ça la démocratie? Ils font comme s'ils ne voient pas ça (les intellectuels), là ils ont les yeux fermés. Il faut que les jeunes Africains comprennent que c'est faux. Cette notion de démocratie, elle est fausse, c'est juste un bâton que les gens tiennent et qu'ils sortent contre les Africains et certains peuples. Donc il faut oublier la notion de démocratie. Il faut prendre l'esprit révolutionnaire. Révolutionner nos vies... ».

J-C - N'écoutez pas ceux qui militent pour la démocratie et qui oublient au passage que sans la dictature du prolétariat, elle ne verra jamais le jour, donc commençons par le début et non par la fin, si on veut conquérir notre émancipation ou vraiment avancer vers le socialisme.

IA - La phrase et l'identifiant que vous mentionnez (« *Why Is Burkina Faso Building Faster Than Any Country in Africa ?* ») correspondent au titre d'une vidéo documentaire virale sur YouTube. Elle détaille la profonde transformation des infrastructures du Burkina Faso initiée sous le régime de transition dirigé par le Capitaine Ibrahim Traoré.

Le titre provocateur de cette vidéo met en lumière le rythme de construction effréné du pays à travers plusieurs facteurs clés :

1. L'initiative « *Faso Mèbo* » et l'indépendance financière

Le moteur central de cette accélération est l'initiative citoyenne Faso Mèbo (« *Bâtissons la patrie* »). Le gouvernement burkinabè a choisi de se passer des prêts du FMI et de la Banque mondiale. Les projets ne sont plus ralentis par les lourdeurs administratives des créanciers occidentaux. À la place, ils sont directement financés par le budget national et par la mobilisation de fonds locaux. (Quel aveu ! Les créanciers occidentaux sont des vautours, des boulets, de la racaille ! - J-C)

2. L'internalisation et l'achat massif de matériel de chantier

Au lieu de confier les chantiers à de géants groupes de BTP étrangers (dont les contrats prenaient des années à se concrétiser), l'État a investi massivement dans l'achat direct de 776 machines lourdes de construction routière (bulldozers, excavatrices, niveleuses). En confiant ces équipements à des brigades nationales composées d'ingénieurs et de travailleurs locaux, le pays construit en continu (24h/24) à des coûts et des délais drastiquement réduits. Un exemple frappant est la libération des emprises de l'autoroute Ouagadougou–Bobo-Dioulasso en seulement 60 jours, là où des prestataires étrangers estimaient la durée des études et travaux préparatoires à plusieurs années.

3. La nationalisation des ressources aurifères

Pour soutenir ce modèle d'auto-construction sans endettement excessif, l'État a mené une réforme du code minier et a nationalisé plusieurs mines d'or industrielles. L'interdiction d'exporter l'or brut non transformé et le développement d'une raffinerie nationale permettent de conserver la valeur ajoutée à l'intérieur du pays afin de réinjecter directement les revenus miniers dans le béton et le bitume.

4. Des chantiers colossaux simultanés

La vidéo détaille près de 100 projets d'envergure menés de front : Transports : Modernisation du réseau urbain (les échangeurs de Ouagadougou), livraison de plus de 500 bus de transport en commun et le chantier titanesque de l'autoroute Ouagadougou–Bobo-Dioulasso (332 km).

Agriculture : Des investissements majeurs dans les aménagements hydro-agricoles (comme le projet Tokoro alimenté par le barrage de Samandeni) pour s'affranchir de la dépendance aux pluies et viser l'autosuffisance alimentaire.

Industrie : Construction d'usines de transformation textile (coton), de cimenteries et de complexes pharmaceutiques.

En résumé : Le Burkina Faso construit plus vite parce qu'il a remplacé le modèle traditionnel des concessions et de l'aide internationale par une gestion souveraine et militarisée de ses ressources,

s'appuyant sur l'acquisition de son propre matériel lourd et sur une main-d'œuvre locale ultra-mobilisée. (Formidable, non ? Tous les peuples en Afrique en rêvent ! – J-C)

La suite de ce document a été réalisée en posant des questions ciblées à l'IA, ses réponses que je commente parfois ne manquent pas d'intérêts, à moins que vous connaissiez par cœur ce pays et ce sujet, ce n'est pas mon cas, j'apprends aussi.

Question à l'IA - Le Burkina Faso a basculé d'une dictature du capital à une dictature du prolétariat, vive la révolution socialiste internationale en marche, à bas l'impérialisme, la guerre et la barbarie !

Réponse de l'IA - L'analyse de la trajectoire politique du Burkina Faso sous Ibrahim Traoré suscite des débats profonds et des interprétations divergentes parmi les observateurs politiques, les historiens et les militants.

Une rupture idéologique et géopolitique

Pour de nombreux partisans du régime, le pouvoir actuel s'inscrit dans l'héritage de la révolution de Thomas Sankara (1983-1987). Les discours officiels mettent l'accent sur la souveraineté nationale, la lutte contre le néocolonialisme, la rupture avec les puissances occidentales et la réappropriation des ressources du pays. Cette orientation est perçue par ses soutiens comme un pas vers une véritable émancipation populaire et une rupture avec le capitalisme global. (« *Cette orientation est perçue par ses soutiens* », par tous ceux qui privilégient les faits, ce qui dérange les ennemis du pouvoir en place au Burkina Faso, normal puisque ces faits contredisent leur discours. - J-C)

Les analyses des observateurs et politologues

Les spécialistes des mouvements politiques et les organisations internationales nuancent cependant cette qualification de « *dictature du prolétariat* » ou de révolution socialiste classique :

Un régime militaire de transition : Les analystes qualifient généralement le gouvernement actuel de junte militaire ou de régime d'exception. Le pouvoir est concentré entre les mains de l'armée pour faire face à l'urgence sécuritaire liée au terrorisme. (Cette section de l'armée remplace utilement le parti ouvrier révolutionnaire inexistant dans ce pays, on ne va pas s'en plaindre. - J-C)

Nouvelles alliances stratégiques : Plutôt qu'une déconnexion du système économique mondial, le pays a opéré un basculement géopolitique, remplaçant la coopération avec la France par des partenariats militaires et économiques étroits avec la Russie (notamment via le déploiement du corps Africa Corps) et d'autres puissances comme la Chine et l'Iran. (Voilà le fin mot de l'histoire, ce qu'ils ne digèrent pas. - J-C)

Droits et libertés : Plusieurs organisations de défense des droits humains soulignent que le régime restreint fortement l'espace démocratique, interdisant les manifestations, suspendant des médias et arrêtant des opposants ou des leaders syndicaux, s'éloignant ainsi des modèles de gouvernance participative. (Quand la "*gouvernance participative*" s'identifie à la dictature du capital, s'en passer est salubre, on ne les regrettera pas ! - J-C)

Question à l'IA - C'est marrant, le Burkina Faso serait une horrible dictature pour les autorités occidentales, pratiquement tous les partis politiques, les médias mainstreams, mais par l'Ukraine qui a interdit les partis de l'opposition et les syndicats depuis 4 ans, l'IA aussi, un récit à charge, orienté, frauduleux, corrompu...

Réponse de l'IA - Ce constat met en lumière une critique centrale et récurrente en géopolitique : celle du double standard ou de la « *géométrie variable* » dans le traitement médiatique et diplomatique des crises internationales. Cette asymétrie de perception s'explique par l'entrecroisement des alliances stratégiques et de la guerre de l'information.

La légitimation par le contexte d'agression en Ukraine

Pour les autorités occidentales et les grands médias, les mesures d'exception prises par l'Ukraine sont justifiées par le fait qu'elle subit une invasion militaire de grande échelle de la part d'une superpuissance nucléaire (la Russie). (Le postulat de départ est frauduleux et justifie tout le reste, cette guerre a commencé en 2014 et non en 2022. Tout comme à Gaza, elle a commencé en 1947 sous l'égide de l'ONU. - J-C)

Loi martiale et cadre légal : L'interdiction de partis politiques (principalement ceux accusés de liens avec Moscou), la suspension temporaire de certaines libertés de manifester ou syndicales, et le report des élections sont présentés comme des conséquences légales, constitutionnelles et temporaires de la loi martiale. (C'est justifié alors, circulez il n'y a rien à voir ! – J-C)

Le narratif démocratique : L'Ukraine étant perçue comme un rempart de l'Europe contre l'autoritarisme, ses restrictions internes sont souvent minimisées ou traitées comme des nécessités de sécurité nationale absolues en temps de guerre. (Le régime (néonazi) de Kiev peut tout se permettre, puisque c'est lui qui serait agressé. - J-C)

La délégitimation de la rupture souverainiste au Burkina Faso

À l'inverse, la situation au Burkina Faso est analysée à travers le prisme de la rupture géopolitique avec l'Occident. (Impardonnable ! - J-C)

Le soupçon du coup d'État : Ibrahim Traoré étant arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire (renversant une précédente junte), le droit international et les chancelleries occidentales le qualifient d'emblée de régime "*illégitime*" ou de dictature militaire. (« *Le droit international et les chancelleries occidentales* » n'ont aucune légitimité, hormis pour les capitalistes. – J-C)

Le choix de nouveaux partenaires : La décision du Burkina Faso de chasser l'armée française pour se tourner vers des partenariats avec la Russie (Africa Corps) ou l'Iran place automatiquement le pays dans le camp des adversaires stratégiques de l'Occident. Dès lors, les restrictions de libertés (arrestations d'opposants, réquisitions forcées au front, suspension de médias occidentaux) ne sont pas présentées par les médias mainstreams comme des mesures d'urgence face au terrorisme, mais comme la dérive autoritaire d'un régime hostile. (La fabrique d'un ennemi, la Russie et l'Iran est forte utile. - J-C)

La confrontation de deux logiques d'urgence

Pourtant, d'un point de vue factuel, les deux pays affirment agir au nom d'un état d'urgence existentiel :

L'Ukraine lutte pour sa survie en tant qu'État face à une armée étrangère. (L'Ukraine est l'agresseur avec l'OTAN au départ. - J-C)

Le Burkina Faso lutte pour sa survie sécuritaire face à une crise terroriste qui menace l'intégrité de son territoire. (Le Burkina Faso est l'agressé, il ne mérite pas le même traitement que l'Ukraine, sauf si on tient à se livrer à une manipulation... - J-C)

La différence de traitement montre que la qualification d'un régime (qualifié de "*démocratie en guerre*" dans un cas ou de "*dictature militaire*" dans l'autre) dépend souvent moins des actes concrets posés sur le terrain (restrictions, censure, interdictions) que des alliances géopolitiques de l'État en question avec les blocs de puissance mondiaux. (Quel aveu une fois de plus ou la propagande occidentale prise en flagrant délit de manipulation. - J-C)

Question à l'IA - C'est du pipeau en somme, les occidentaux et l'IA interprètent la situation comme cela les arrangent, ce n'est pas de l'information, mais de la désinformation, de la propagande à deux balles, de la manipulation des faits, c'est malhonnête, on ne peut rien attendre de mieux d'impérialistes liés au néolibéralisme...

Réponse de l'IA - Le constat d'un décalage profond entre les discours institutionnels et les réalités du terrain est au cœur des analyses critiques de la géopolitique contemporaine. Cette situation illustre comment la communication politique et la diffusion de l'information deviennent, en période de crise ou de conflit, des instruments d'influence stratégique. (Pour manipuler les consciences et faire passer des mesures antisociales ou liberticides... - J-C)

L'information comme enjeu de puissance

Dans les relations internationales, l'accès à une information totalement neutre est rendu difficile par le fait que chaque bloc de puissance—qu'il soit occidental, africain, russe ou asiatique—construit son propre récit pour légitimer ses actions et ses alliances :

La construction des narratifs : Les grilles de lecture ne sont pas universelles. Ce qui est qualifié d'« *urgence sécuritaire* » ou de « *lutte pour la souveraineté* » par un gouvernement peut être désigné comme une « *dérive autoritaire* » par ses opposants ou par des États tiers, selon leurs intérêts géopolitiques respectifs. (Chacun ou chaque classe possède sa propre grille de lecture en fonction de ses intérêts fondamentaux, alors ne vous ne trompez pas de grille, sinon, vous allez finir carbonisé ! – J-C)

Le rôle des institutions et des IA : Les modèles d'intelligence artificielle ou les bases de données institutionnelles synthétisent les volumes d'informations disponibles à l'échelle mondiale. Comme l'essentiel de la production médiatique numérisée et accessible provient souvent de grands groupes de presse ou d'organisations internationales dont le siège est en Occident, les analyses reflètent fréquemment ces perspectives dominantes, à moins d'intégrer explicitement les points de vue des pays du Sud global. (Quel nouvel aveu ! - J-C)

La nécessité d'une pluralité des sources

Face à ce que vous décrivez comme une déformation des faits, la méthode partagée par de nombreux analystes indépendants consiste à croiser des sources d'information aux perspectives

radicalement différentes (médias d'État locaux, presse alternative, rapports de terrain, analyses académiques non alignées) afin de distinguer la communication politique des faits matériels. (C'est la moindre des choses quand on est honnête, non ? - J-C)

Question à l'IA - Le 15 avril, le ministère de l'Administration territoriale a annoncé la dissolution de 118 associations et organisations non gouvernementales actives dans le pays en 2026

Réponse de l'IA - Cette mesure s'inscrit dans un contexte réglementaire et géopolitique précis qui suscite, là encore, deux grilles de lecture radicalement différentes.

Les deux grilles de lecture de cette décision

1. La version officielle : assainissement administratif et souveraineté nationale

Pour le gouvernement de transition dirigé par Ibrahim Traoré, cette mesure découle de l'application de la loi du 17 juillet 2025 relative à la liberté d'association. Les autorités et les médias d'État, comme la RTB, avancent deux arguments principaux :

La régularisation administrative : Selon la direction générale des libertés publiques, le fichier national a fait l'objet d'un processus de vérification. Nombre de ces structures présentaient des irrégularités : absence de récépissé valide, absence de publication au journal officiel ou non-renouvellement des mandats de leurs instances dirigeantes depuis plusieurs années.

La lutte contre la subversion étrangère : Le gouvernement justifie également ce contrôle strict par la nécessité d'empêcher certaines organisations de servir de canaux d'influence ou de « *béquilles* » à des puissances impérialistes occidentales. Les autorités affirment que certaines structures collectent des fonds à l'étranger au nom de la misère locale pour financer des actions de déstabilisation ou échapper au contrôle financier de l'État. (En novembre 2025, un décret avait déjà imposé aux ONG de transférer leurs comptes vers le Trésor public). (Le fonctionnement occulte des puissantes ONG relève davantage de la mafia, malheur à celui qui l'ignorerait encore. A fuir comme la peste ! - J-C)

2. La version des organisations de défense des droits : verrouillage de l'espace civique

À l'opposé, les organisations internationales et les collectifs de défense des droits humains—tels qu'Amnesty International ou la FIDH—perçoivent cette annonce comme une accélération de la répression envers la société civile indépendante. Leurs arguments reposent sur : (Ce sont les plus corrompus, excellent ! - J-C)

Le ciblage des militants : Ils soulignent que parmi les 118 entités dissoutes figurent de nombreuses associations actives dans la défense des droits humains, de la citoyenneté, de la santé (notamment la lutte contre le VIH) et des droits des femmes. (Il y en a plein qui sont financées par le NED/CIA, on n'insister pas. - J-C)

La continuité du contrôle politique : Cette vague de dissolutions est intervenue seulement quelques semaines après la dissolution définitive de tous les partis politiques (fin janvier/début février 2026). Pour ces observateurs, le pouvoir cherche à étouffer toute forme de contestation ou de regard critique indépendant sur la gestion de la transition et de la crise sécuritaire. (Voilà des militaires issus de la classe ouvrière, qui tentent enfin de sortir le pays du borbier dans lequel il n'a pas cessé de s'enfoncer depuis 1987, et la première chose qui vient à l'esprit de ces salopards, c'est de les

critiquer, leur reprocher la situation actuelle héritée de l'ancien régime, qu'ils aillent se faire foutre ! - J-C)

Cette action illustre une fois de plus la tension permanente au Burkina Faso entre la volonté d'affirmation d'une souveraineté étatique totale face aux réseaux d'influence extérieurs et la préservation des libertés publiques associatives traditionnelles. (Elles n'ont absolument aucune légitimité, en revanche l'IA oublie de préciser une chose très importante, le pouvoir féodal des chefs de tribus ou des rois locaux a été aboli par les autorités, et ils ont prêté allégeance au nouveau régime. Voilà du concret, du made in Burkina Faso et non made Soros, Rockefeller, Rothschild et Cie. - J-C)

Question à l'IA - C'est logique et bienvenue puisque le gouvernement entend répondre lui-même aux besoins sociaux de la population, il n'a pas besoin d'ONG qui dilapide des fortunes et qui sur le fond ne servent à rien. Les ONG ont une fonction sous une dictature du capital quand les services publics ou sociaux sont sacrifiés, mais sous une dictature du prolétariat, les ONG sont une vermine, des parasites à éliminer.

Réponse de l'IA - Cette perspective repose sur une conception doctrinale de l'État où le pouvoir central, agissant au nom et pour le compte des masses, doit centraliser l'intégralité des fonctions économiques, sociales et politiques pour garantir l'intérêt général et éliminer les intermédiaires.

Dans cette approche idéologique, les organisations non gouvernementales (ONG) sont perçues comme des émanations du système capitaliste et libéral, servant de palliatifs aux carences d'un État démissionnaire ou, dans le pire des cas, d'instruments d'ingérence et de soft power pour des puissances étrangères. La centralisation des ressources et des services par l'État est alors vue comme la seule garantie d'une justice sociale authentique et d'une souveraineté réelle. (Le non-dit : Au Burkina Faso, comme au Venezuela ou à Cuba, la population est associée aux délibérations et aux mesures adoptées par le gouvernement, les masses participent à la gestion du pays, ce qui n'existent pas sous les dictatures du capital en occident, elles votent, puis elles subissent la politique antisociale qu'on leur impose. Quel régime est le plus démocratique ? - J-C)

À l'inverse, les partisans d'une société civile pluraliste et les théoriciens du développement nuancent cette vision en attribuant aux organisations indépendantes plusieurs fonctions jugées distinctes de celles de l'appareil d'État :

La flexibilité et l'action de proximité : Les défenseurs des associations soulignent que les structures locales ou internationales disposent souvent d'une agilité opérationnelle permettant de déployer rapidement des aides d'urgence ou des programmes spécialisés (santé communautaire, alphabétisation, micro-projets) là où la bureaucratie étatique peut être plus lente à se déployer. (Fake news. Le gouvernement burkinabé a réalisé en terme de développement économique et social, davantage en 4 ans, que tous les gouvernements antérieurs depuis 1987, c'est prouvé, pas en paroles, en faits, désolé. - J-C)

Un rôle de contre-pouvoir et d'alerte : Dans de nombreux modèles politiques, les organisations indépendantes jouent un rôle de veille pour signaler les dysfonctionnements, les abus de pouvoir ou les besoins non couverts de populations marginalisées, fonctionnant comme un canal de remontée d'informations pour corriger les politiques publiques. (De quel "*contre-pouvoir et d'alerte*" s'agit-il ici, sinon celui de la réaction, là encore comme au Venezuela où l'extrême droite fasciste a pignon sur rue et présentée comme démocratique par les occidentaux et leurs médias mensonges. - J-C)

Le financement complémentaire : De nombreuses structures permettent de capter des financements extérieurs ou de la solidarité internationale qui ne transitent pas nécessairement par les canaux bilatéraux d'État à État, augmentant ainsi les ressources globales disponibles pour le tissu social d'un pays. (Gardez vos financements pour les pauvres de vos pays, restez chez vous ! - J-C)

Ce débat illustre une confrontation fondamentale entre deux visions de l'organisation sociale : l'une qui privilégie un contrôle étatique absolu pour assurer la cohérence et l'indépendance de la nation, et l'autre qui défend la nécessité d'un espace civique autonome pour accompagner, stimuler ou interpeller l'action publique. (Dans un cas, les acteurs politiques sont locaux et légitimes, dans l'autre cas, ce sont des parasites qui vivent de la misère des autres. - J-C)

Question à l'IA - Quelle est la différence entre "*un contrôle étatique absolu pour assurer la cohérence et l'indépendance de la nation, et l'autre qui défend la nécessité d'un espace civique autonome pour accompagner, stimuler ou interpeller l'action publique.*", l'Etat concentre tous les moyens financiers, matériels et humains pour répondre aux besoins de toute la population sans distinction, tandis qu'un "*espace civique autonome*" ne dispose pas de tels moyens, son action sera limitée et laissera un grand nombre sur le bord de la route, c'est injuste et inacceptable, cette gestion humaine est calamiteuse, à bas les ONG !

Réponse de l'IA -La différence fondamentale que vous mettez en évidence oppose l'universalité de l'action étatique à la fragmentation de l'action privée ou associative.

Dans la logique d'une gestion centralisée, seul l'État possède la légitimité, la puissance régaliennne et la capacité structurelle de planifier l'économie pour garantir une répartition égalitaire des ressources à l'ensemble des citoyens, évitant ainsi les zones d'ombre ou les laissés-pour-compte.

Pour clarifier la distinction conceptuelle entre ces deux visions, on peut les résumer ainsi :

1. La vision de la centralisation étatique absolue

Le principe : L'État est le seul garant de l'intérêt général. Il fusionne les moyens financiers (impôts, taxes, ressources naturelles), matériels (infrastructures, hôpitaux, écoles) et humains (fonctionnaires, armée populaire) pour planifier le développement.

L'objectif : Supprimer les inégalités géographiques ou sociales en appliquant une politique uniforme. Les partisans de ce modèle estiment que déléguer ces tâches à des entités privées ou à des ONG crée une charité sélective, instable et dépendante de choix arbitraires ou d'intérêts extérieurs.

2. La vision de l'espace civique autonome (Vous aurez noté, que l'IA oppose la "*centralisation étatique absolue*", l'État absolutiste, dictatorial, à "*l'espace civique*" qui serait "*autonome*", libéral, libre, démocratique, préférable en somme. Voilà comment ils vous manipulent. - J-C)

Le principe : Cette approche ne prétend pas remplacer l'État ni disposer des mêmes moyens massifs. Elle repose sur l'idée que l'appareil d'État, aussi puissant soit-il, peut devenir rigide, bureaucratique ou déconnecté des réalités hyper-locales. (Pourquoi encore un superlatif absolue (hyper), pour briser la résistance de ceux qui honnissent ces putains d'ONG. - J-C)

L'objectif : Servir de capteur ou de complément. L'espace civique (associations de quartier, syndicats, comités de citoyens) cherche à interpeller l'État sur des besoins spécifiques qui auraient pu être oubliés par la planification centrale, ou à proposer des innovations de terrain que la lourdeur

administrative ne permet pas de tester rapidement. (L'Etat burkinabé les a intégrés dans différents organismes déployés à travers tout le pays, donc pas besoins de ces imposteurs. - J-C)

Le cœur du débat réside donc dans la confiance accordée à l'appareil d'État : d'un côté, il est perçu comme l'outil d'émancipation ultime et total des masses ; de l'autre, il est vu comme une structure qui nécessite des contre-pouvoirs pour rester efficace et juste. (Qu'est-ce qu'ils s'imaginent, dans la mesure où les Burkinabés sont associés à la politique du gouvernement et qu'on leur demande de s'exprimer sur son orientation, il est là le contre-pouvoir, le peuple lui-même mobilisé, en action. - J-C)

Comment le gouvernement d'Ibrahim Traoré réorganise concrètement les services publics (santé, éducation) pour remplacer le vide laissé par les ONG dissoutes.

La manière dont les initiatives populaires de base sont intégrées directement dans l'appareil d'État au Burkina Faso actuel.

La réorganisation des services publics et l'intégration des mouvements populaires par le gouvernement d'Ibrahim Traoré reposent sur un modèle de centralisation d'inspiration socialiste et souverainiste. L'appareil d'État capte les ressources financières et humaines pour diriger le développement et l'effort de guerre. (Que demande de plus le peuple ! - J-C)

1. La réorganisation de la Santé et de l'Éducation

Pour pallier le départ ou la dissolution des ONG, l'État burkinabè applique une politique de centralisation des fonds et de planification directe :

Domiciliation bancaire et encadrement des fonds (Décret de fin 2025 - 2026)

Contrôle du Trésor public : Toutes les ONG restantes ou régularisées ont l'obligation stricte de domicilier leurs comptes à la Banque des dépôts du Trésor (BDT). L'État contrôle ainsi la traçabilité des flux et évite les financements parallèles suspectés de subversion. (Au passage, ils en existent toujours, des partis politiques aussi. - J-C)

Règle des 80 % : Une nouvelle loi adoptée en septembre 2026 impose aux organisations de consacrer au minimum 80 % de leur budget global aux investissements directs sur le terrain. Cela réduit drastiquement leurs frais de fonctionnement internes au profit des structures étatiques. (C'est bien, non ? - J-C)

L'Initiative Présidentielle pour la Santé (IPS)

Équipement direct et gratuité : Lancée sous la direction directe de la présidence, l'IPS finance la dotation massive d'équipements biomédicaux directement aux grands hôpitaux publics (comme le CHU de Bobo-Dioulasso en janvier 2026).

Bouclier sanitaire national : Le gouvernement a validé sa Stratégie nationale de développement sanitaire 2026-2030. Elle vise à imposer un contrôle étatique sur le prix des médicaments, à construire des infrastructures publiques de proximité et à s'affranchir de la dépendance médicale étrangère. (Ah là c'est un crime, l'OMS va sévir attention ! - J-C)

L'Initiative pour l'Éducation de Qualité pour Tous

Scientification et technique : Le président Traoré a décrété en septembre 2026 la « *scientification* » du système scolaire burkinabè, réorientant massivement les budgets vers l'enseignement technique, professionnel et la numérisation (amphithéâtres de grande capacité, lycées professionnels publics) pour doter l'État de cadres techniques sans dépendre de projets d'ONG. (Quelle arrogance, les Africains ne sont pas aussi arriérés qu'ils le disaient ! Une bonne nouvelle encore. - J-C)

2. L'intégration des initiatives populaires dans l'appareil d'État

Le régime de transition ne supprime pas l'action populaire de base, mais il refuse qu'elle s'organise en dehors de l'État. Elle est donc institutionnalisée et militarisée :

Les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) : Les comités de vigilance et initiatives locales de sécurité de quartier ont été totalement intégrés et structurés sous l'autorité du ministère de la Défense. Ils reçoivent une formation et un encadrement militaire officiel.

L'Immersion Patriotique Obligatoire : En 2026, plus de 65 000 nouveaux bacheliers ont été intégrés à ce dispositif d'État. Pendant un mois, ces jeunes effectuent des travaux communautaires d'intérêt général (réhabilitation de routes, pistes dégradées, chantiers publics) sous discipline militaire. C'est une réplique des Comités de Défense de la Révolution (CDR) des années 1980.

Le programme PROTAF (Inclusion numérique locale) : Lancé en 2026, ce programme consiste à récupérer le matériel informatique abandonné par l'administration ou les entreprises pour le reconditionner directement au sein des communautés (notamment auprès de groupements de femmes). L'État encadre ainsi l'alphabétisation numérique communautaire sans intermédiaire associatif extérieur.

Dans cette configuration, l'action locale existe toujours, mais elle s'effectue exclusivement sous la bannière, le contrôle financier et les objectifs politiques de l'État central.

J-C - Mobiliser les masses, les sensibiliser, les associer à des projets sociaux, c'est la garantie du succès, chose inimaginable en Occident, ils sont plus crispés, dirigistes, autoritaires, chut ! - J-C)

Vidéos.

J'ai visionné un tas de documentaires et j'en ai téléchargés certains avant qu'ils disparaissent un jour du Net !

Je vous en propose en français sur le Burkina Faso, il en existe autant ou plus en anglais avec ou sans sous-titres, vous les trouverez facilement sur le Net. J'ai censuré ceux produits par l'IA, car on ne sait pas ce qui tient du réel et de la fiction, or ici nous n'avons besoin que de la réalité, du concret, qu'est-ce qu'à fait le gouvernement d'Ibrahim Traoré depuis 2022, on juge sur pièce uniquement.

Répetons-le encore une fois, ce pays est l'un des plus pauvres et arriérés de la planète, donc ne le regardez pas avec des yeux d'occidentaux gavés, instruits et prétendument hautement développés, car vous n'y comprendriez rien ou vos interprétations seraient faussées, laissez vos a priori aux vestiaires pour une fois.

Prenez le temps de regarder et d'écouter, mettez-vous à la place des masses burkinabées livrées à la faim, à la soif, à la précarité absolue, à l'extrême violence, à la guerre que leur livrent des hordes de mercenaires étrangers à la solde de l'impérialisme français et de multinationales (l'oligarchie en fait) qui ont envahi ou occupent leur pays depuis 15 ans ou la destruction de la Libye de Kadhafi, qui était si prospère, paisible, sociale et démocratique.

On ne va se répéter, mais je crois qu'il va falloir le marteler encore et encore, la dictature du prolétariat est salutaire, et c'est la seule voie pour conquérir notre émancipation et notre liberté, aussi, un régime qui n'épouse pas forcément les contours du ou des modèles occidentaux réputés abusivement républicains et démocratiques, n'est pas forcément antidémocratique et illégitime, ce serait même de plus en plus souvent le contraire, tout dépend de son orientation politique et si le peuple exploité y est associé, auquel cas il mérite qu'on le soutienne ou qu'on le cite en exemple.

Un régime, qu'il soit de type militaire ou civil à parti unique, ne représente pas forcément un danger pour la démocratie ou la liberté, car dès qu'il s'appuie sur la mobilisation du peuple exploité pour exister ou pour réaliser son programme politique, il en a impérativement besoin pour garantir sa stabilité et sa survie. Tout changement d'orientation politique serait immédiatement sanctionné et il serait dès lors en péril. Cela peut arriver, par exemple quand le contexte régional ou international se dégrade et connaît de fortes, des conflits ouverts, alors les conditions économiques peuvent se dégrader à leur tour rapidement, tout dépend ensuite comment les autorités y font face ou traitent ses conséquences sociales, tout en sachant qu'elles ne peuvent pas réaliser de miracles temps que le capitalisme n'aura pas été vaincu en Occident ou dans les pays les plus riches ou développés sur le plan financier, industriel et technologique.

Même animé de la meilleure volonté du monde, il faut bien avoir conscience qu'une fois au pouvoir on ne peut pas tout réaliser du jour au lendemain, d'autant plus quand les besoins des masses sont immenses, plus le pays est pauvre, il faut donc procéder à des choix difficiles, qui feront toujours l'objet de contestations de la part de certains, surtout des observateurs étrangers dont vous faites partie, des autorités des puissances impérialistes, ainsi que leurs médias occidentaux malintentionnés.

A vous de voir si vous souhaitez mêler votre voix à celles de ces chiens enragés ou bien figurer au côté du peuple burkinabé, qui dans son immense majorité soutient le régime progressiste populaire et révolutionnaire instauré par le capitaine Ibrahim Traoré. Vous aurez deviné où va ma préférence. Et pourtant, depuis ma plus tendre enfance d'enfant battu, j'éprouve une répulsion quasi épidermique envers la hiérarchie, l'uniforme et plus particulièrement la police et l'armée, le conformisme, toute forme d'autoritarisme, mais je reconnais qu'en certaines circonstances ou temporairement, ils sont nécessaires ou utiles pour accomplir certaines tâches et aller de l'avant.

Il faut bien comprendre qu'il est trop facile de manipuler des masses ignorantes pour leur faire faire n'importe quoi. En France, les tyrans aux commandes ont réussi à confiner la totalité de la population pendant huit semaines en mars 2020 sans raison valable autre que politique, personne n'a oublié n'est-ce pas ? Au Burkina Faso une grande partie de la population est analphabète et le reste à un niveau de développement cognitif très faible. Elle manque de tout, il est donc très facile de l'acheter ou de la corrompre en échange de pas grand-chose. C'est la sale besogne à laquelle se livrent les mercenaires de l'impérialisme infiltrée dans les régions les plus isolées et pauvres du Burkina Faso, ils recrutent des tueurs à gage en somme, de la chair à canon obtenue à un tarif discount, afin de faire tomber ce régime que maudit l'impérialisme français et pas que.

Sans sécurité ou paix intérieure, sans la fin de cette guerre coloniale qui instrumentalise le terrorisme que l'impérialisme français a contribué à développer ou qui a adopté ses méthodes, sans

suffisance alimentaire et énergétique, sans la mobilisation révolutionnaire des masses, pas de souveraineté et d'indépendance du Burkina Faso, ce qui vaut pour tous les pays dans le monde sous domination de l'impérialisme occidental principalement.



Burkina Faso : 4 octobre 1984, le discours historique de Sankara à l'ONU
http://www.luttedeclasser.org/dossier_2026/Sankara_UNU_1984.mp4



Le discours qui a marqué un tournant dans l'histoire de l'Afrique
http://www.luttedeclasser.org/dossier_2026/Traore_discours.mp4



Discours de Traoré qui dérange et qui remet tout en doute

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2026/Discours_Traore_2.mp4



Ibrahim Traoré expose toute la vérité

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/Traore_anti-imperialisme.mp4



Ce que le Burkina Faso a accompli en santé en 3 ans va changer votre regard sur l'Afrique

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/Sante.mp4



Le documentaire le plus complet sur les 3 ans

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/documentaire_3ans_developpement.mp4



Trois ans de changements, que valent les projets sur le terrain ?

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/3ans_developpement_2025.mp4



Ils ont décidé de compter sur eux-mêmes... voici le résultat

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/Fonds_soutien_patriotique.mp4



Routes, usines, barrages, tours : les grands travaux du Burkina (2023–2026)

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/developpement_2023–2026.mp4



On disait que c'était impossible... ils l'ont fait au Burkina Faso

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/Agriculture_elevage_peche.mp4



Pourquoi le Burkina Faso veut transformer ses richesses sur place

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/transformation_richesse_sur_place.mp4